



col. A.L.P.

INTRODUCTION

Affirmer que les discriminations, l'exploitation et les violences à l'égard des femmes sont l'expression d'un système patriarcal où un sexe domine l'autre n'est pas suffisant. Il faut aussi identifier les sous-systèmes mis en place et les processus qui, au sein de ce système, lui permettent de se reproduire et de se renforcer. Une première étape fut franchie quand Christine Delphy identifia au sein du sous-système familial un mode de production domestique non capitaliste par lequel le mari s'approprie quasi gratuitement les tâches non marchandes de son épouse au sein de la famille. C'est dans cette voie qu'il faut continuer car le système patriarcal n'est pas une abstraction en dehors des sous-systèmes et des processus qui l'incarnent.

C'est pourquoi il est important d'identifier les modes de domination, de destruction et d'exploitation des femmes au sein d'une militarisation croissante de la société, engendrée par les complexes militaro-industriels et de désacraliser tous les mythes et la rhétorique entretenus par ces complexes afin de les légitimer pour l'opinion publique. Et dans ce domaine, il reste beaucoup à faire car les femmes ont été socialisées par la famille, l'école, les medias, etc... à penser les problèmes dans l'espace géopolitique limité de la famille, du quartier, de l'entreprise locale – publique ou privée – ou de l'État-Nation. Ce sont dans ces espaces qu'elles identifient les violences dont elles sont victimes. Jusqu'ici elles

ont laissé aux hommes, par suite d'une division traditionnelle des rôles masculins et féminins, l'analyse des violences qu'engendrent à l'égard des ouvriers et des peuples des systèmes qui opèrent aujourd'hui dans des espaces géopolitiques ayant une échelle planétaire : la nouvelle division internationale du travail, promue par les multinationales et les banques, « la nouvelle division internationale du travail de la menace de mort » (selon Alain Joxe), promue par les complexes militaro-industriels. Certes il ne faut pas sous-estimer la dimension internationale que revêtait déjà en 1969 la création du Tribunal international de dénonciation des crimes contre les femmes ou celle plus récente, du Réseau international contre l'esclavage sexuel* mais ces crimes et cet esclavage sexuel ne sont qu'exceptionnellement replacés dans le cadre d'une analyse de l'espace géo-politique mondial où opèrent de nouveaux agents vecteurs du patriarcat, en particulier les systèmes militaro-industriels et les multinationales qui ont pour fonction latente entre autres de reproduire l'oppression et la domination des femmes par les hommes. C'est le but de l'article d'Andrée Michel d'identifier la « politique de genres » au sein de ces nouvelles formations socio-politiques d'oppression et d'exploitation des femmes, légitimée sous la rhétorique de « la défense » et de la « sécurité nationale ». Redéfinir ces notions de « défense » et de « sécurité nationale » par les femmes implique qu'elles ne veulent plus souscrire passivement à la définition qu'en donnent les hommes. Les redéfinir en adoptant une perspective féministe devrait être une tâche urgente des mouvements féministes.

De même que les femmes doivent refuser la traditionnelle division des rôles qui les a détournées d'un examen critique des critères patriarcaux de « défense » ou de « sécurité », elles doivent rejeter l'idée, imposée par le système patriarcal, que femmes et hommes ont une « essence différente » par suite de leur biologie. « On ne naît pas femme, on le devient », ce constat de Simone de Beauvoir s'étend également aux hommes : « On ne naît pas homme, on le devient ». Mais c'est justement parce que, de la naissance à la mort, femmes et hommes ont été socialisés différemment par la famille, l'école, la caserne, l'entreprise, la rue, les médias, etc... que sont perceptibles des différences entre les « mentalités » masculines et féminines vis-à-vis de l'utilisation de la violence comme mode de résolution des conflits. Les enquêtes d'opinion publique le confirment dans tous les pays. On ne peut pas socialiser différemment garçons et filles, on ne peut pas mettre des fusils en réduction dans les mains des petits garçons qui ne savent même pas marcher et des poupées dans les bras des petites filles du même âge sans que le produit final de chaque sexe : leurs perceptions, leurs attitudes, leurs préférences, n'en subissent à la longue quelques différences. C'est à ce constat qu'aboutit

dit Diana Russell*, constat que vérifient d'ailleurs, aux États-Unis comme dans les différents pays d'Europe, les différents sondages d'opinion qui révèlent que les femmes sont moins souvent que les hommes « fascinées » par la technologie militaire ou par l'utilisation des moyens violents pour résoudre les conflits. A la lumière des sciences humaines, on comprend mieux que l'inconscient masculin, façonné de la petite enfance à la caserne à identifier virilité et violence, en arrive à éprouver, chez beaucoup d'hommes, une sorte de fascination pour l'image de missiles, image qui revêtira une connotation positive encore plus forte quand elle compensera — toujours dans l'inconscient — le déclin, avec l'âge, de l'activité sexuelle masculine.

Comment se situent les féministes par rapport aux mouvements pacifistes ? En République fédérale allemande où ces mouvements sont puissants, Nicole Gabriel** s'efforce de faire le point sur le difficile dialogue entre féministes pacifistes et féministes non pacifistes. Il semble que la difficulté émane d'une analyse insuffisante : les unes et les autres se référant exceptionnellement aux violences engendrées à l'égard des femmes par les complexes militaro-industriels. Souvent ont été identifiées — dans ce cadre — les violences et le sexisme à l'égard des femmes engagées dans l'armée, mais ni les unes ni les autres ne rattachent à un modèle de développement — que les complexes militaro-industriels (CMI) sont chargés de promouvoir et de défendre par « la division internationale de la menace de mort » — les violences qui se développent à l'égard des femmes avec le chômage et la pauvreté dans les pays du centre¹, avec la misère sans nom des paysannes et des citadines dans les pays de la périphérie².

C'est le rôle des féministes d'aider les femmes à sortir hors des frontières étroites à l'intérieur desquelles le système patriarcal voudrait les enfermer, de crainte qu'elles n'en subvertissent la reproduction et le renforcement. C'est pourquoi Lilli Horvat*** propose une alternative à une militarisation grandissante, qui, chaque année, pénètre un peu plus insidieusement tous les rouages de la vie économique, politique et intellectuelle : un réveil de la société civile en face des complexes militaro-industriels afin que les besoins fondamentaux des membres de la société civile deviennent prioritaires par rapport à la course aux armements définis par ces complexes. Cette définition d'une culture de paix est celle qui a été donnée par le Forum des Organisations non gouvernementales féminines au cours de la conférence internationale de l'ONU à Copenhague en 1980 : « L'état de paix n'est pas seulement l'état de non guerre. La paix vient de la satisfaction de vivre quand tous les besoins humains

*Diana Russell, *Quand les hommes sont fascinés par les missiles.*

**Nicole Gabriel, *Les femmes dans le mouvement pacifiste en R.F.A.*

1. Les pays du centre, ou pays industrialisés où se prennent les décisions économiques.

2. Les pays de la périphérie : qui subissent la domination des premiers !

***Lilli Horvat, *Féminisme et culture de paix.*

de base sont satisfaits – et ces besoins de base ne sont pas seulement la nourriture, l'habillement et le logement mais aussi la possibilité de chacun de développer ses capacités et d'accroître sa propre connaissance du monde dans le but de vivre de façon digne »¹.

Les femmes constituent un pourcentage plus élevé que les hommes de la société civile tandis que l'inverse est vrai de l'ensemble des hiérarchies, civiles et militaires, composant les complexes militaro-industriels qui dictent leur loi à la société civile de base. Démystifier les postulats et dogmes des CMI, présenter des alternatives aux valeurs, codes, pratiques et modèles militaristes de développement imposés comme une évidence par ces complexes, c'est montrer que le patriarcat n'est pas inévitable et que les violences imposées aux femmes (violences physiques et morales en temps de guerre, violences du chômage et de la pauvreté pour de nombreuses femmes des pays du centre, violences d'une misère sans nom pour la grande majorité des femmes des pays de la périphérie, etc...) ne sont pas une fatalité et pourraient trouver une solution.

Andrée Michel

Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes

Résumé

Andrée Michel : « Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes ».

Derrière la rhétorique de « la défense nationale » et de la « sécurité », les *complexes militaro-industriels* reproduisent et aggravent les *dominations* et oppressions qui caractérisent les relations entre les pays, les classes et les *genres*. Les CMI en particulier constituent la forme la plus élaborée et la plus récente du système patriarcal puisqu'ils ont su intégrer les anciennes formations (famille, entreprise locale, État national) aux nouvelles formations d'oppression et d'exploitation des femmes dont ils sont soit les promoteurs, soit les garants (l'économie mondiale, l'entreprise globale, la prostitution transnationale, etc). Les pratiques de *guerre* et de militarisation croissante des sociétés civiles que les CMI développent – grâce aux concours des États nationaux et « au rempart social » « des classes moyennes » – renforcent les *violences* à l'égard des *femmes*.

Abstract

Andrée Michel : « The Military-Industrial Complex and Violence against Women ».

Behind the rhetoric of « national defense » and « security », the *military-industrial complexes* reproduce and intensify the *domination* and oppression that characterize relations between countries, classes and *genders*. Specifically, the MIC's represent the most elaborate and the latest form of the patriarchal system, since they have been able to incorporate the older patterns (family, local enterprises, national state) into the newer patterns of oppression and exploitation of women which they either promote or uphold (world economy, global business, transnational prostitution, etc.). The policies of *war* and of growing militarization of the civil society developed by the MIC's – thanks to the backing of the national states and to the « social bulwark » of the middle classes – reinforce *violence* toward *women*.

Dominé par l'influence des États-Unis et de l'Union soviétique, « le système socio-économique international peut maintenant être désigné sous le label d'« *Ordre Militaire mondial* » (WMO)¹ ». Ce terme désigne l'importance croissante de la militarisation qui a pu être définie comme « l'ensemble des structures sociales, économiques et politiques qui peuvent être mesurées par la croissance des dépenses militaires, du commerce des armes et des coups militaires »². La dimension socio-culturelle, qui s'y ajoute en donnant lieu au concept de « militarisme », est liée à l'idéologie du pouvoir militaire qui se répand à travers les ventes d'armes et les programmes d'entraînement et d'assistance militaires offerts par les grandes puissances³. En fait, le phénomène de la militarisation des sociétés contemporaines représente un « fait social

1. United Nations Decade for Women 1976-1985, *Bulletin numéro 2*, 1978.